

Mémoire de l'Union nationale des fermiers présenté au
Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire de la Chambre des communes
au sujet de l'étude sur la chaîne d'approvisionnement agricole et agroalimentaire du Canada

Des chaînes d'approvisionnement fragiles aux réseaux interdépendants résilients

Les problèmes actuels de la chaîne d'approvisionnement du Canada sont devenus encore plus graves depuis que cette étude a été lancée le 25 janvier 2022. À ce moment, les perturbations liées à la pandémie étaient au cœur des préoccupations. Toutefois, le 31 janvier, le « convoi de la liberté » a commencé son occupation d'Ottawa, avec des blocages connexes aux passages frontaliers au cours des semaines suivantes. Quelques jours seulement après que les rues d'Ottawa aient été dégagées, la Russie a envahi l'Ukraine.

Alors que 2020 avait mis en évidence les répercussions de la santé et 2021 les répercussions des changements climatiques, les premiers mois de 2022 ont montré que les troubles sociaux et les conflits constituent la plus grande menace pour les chaînes d'approvisionnement agricoles. Cependant, nos problèmes de chaîne d'approvisionnement agricole remontent encore plus loin. Ils sont enracinés dans des décennies de politiques qui ont rendu notre système de plus en plus fragile. Le remède consiste à concevoir des politiques agricoles et commerciales qui favorisent plutôt la résilience et la stabilité.

Au nom de l'efficacité et de la poursuite d'objectifs ambitieux en matière d'exportation, les politiques agricoles et commerciales du Canada ont appuyé les stratégies d'approvisionnement et de livraison « juste-à-temps » à l'échelle mondiale des multinationales, ce qui a permis à ces dernières d'accroître leurs marges bénéficiaires et leurs parts de marché. Le résultat est que notre système alimentaire et agricole dépend désormais de chaînes d'approvisionnement longues et complexes, avec des maillons faibles qui créent des vulnérabilités en amont et en aval. À mesure que les sociétés mondiales cherchent à réduire leurs coûts, elles ajoutent des moyens de transport inutiles en installant la production, la transformation et l'emballage dans différents pays pour tirer parti des faibles prix des ingrédients bruts, des bas salaires et des exigences réglementaires laxistes, ainsi que pour éviter l'impôt. Bien que les coûts totaux soient peut-être moins élevés pour l'entreprise, les coûts réels sont élevés et comprennent la dégradation de l'environnement et les disparités économiques, ce qui affaiblit davantage chaque maillon de la chaîne d'approvisionnement et contribue au conflit.

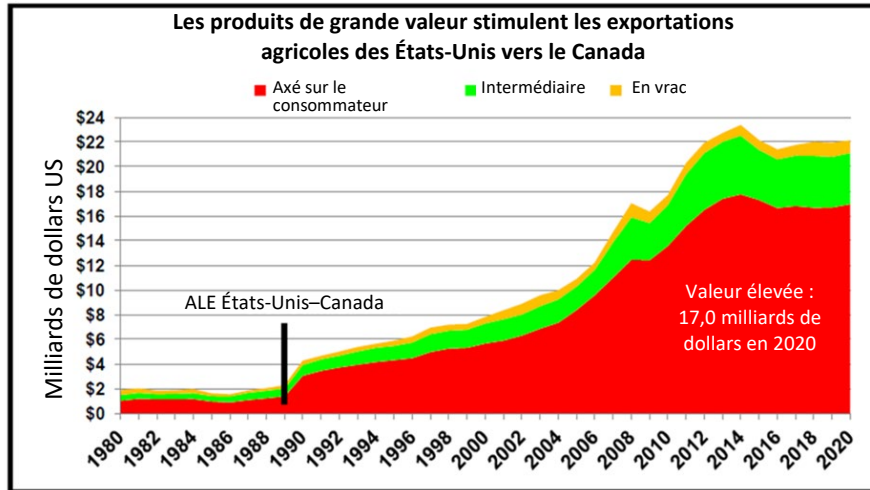
L'intégration verticale, la financiarisation et l'expansion par la fusion et l'acquisition sont des stratégies que les sociétés ont utilisées pour accroître leur part de marché et leur rentabilité dans un système alimentaire mondialisé. Par conséquent, il y a peu de concurrence entre les géants du marché du point de vue des agriculteurs canadiens qui font affaire avec des multinationales. La concentration des entreprises dans tous les grands secteurs signifie que quelques entreprises ont suffisamment de pouvoir

sur le marché pour exercer une influence indue sur les prix qu'elles paient aux fournisseurs et les prix qu'elles demandent aux acheteurs.

En 2018, seulement six entreprises vendaient 78 % des intrants agrochimiques du monde, six entreprises détenaient plus de 51 % du marché de l'équipement agricole et quatre entreprises vendaient près de 60 % des médicaments vétérinaires du monde. Les plus grands négociants de produits agricoles au monde comme Cargill et COFCO (Corporation chinoise des céréales, oléagineux et produits alimentaires) ne se contentent pas d'acheter et de vendre des produits de base comme les céréales et les oléagineux, mais participent également à la transformation et au transport et contrôlent une grande partie de l'infrastructure essentielle du système alimentaire mondial. Au Canada, seulement deux des plus grandes multinationales du monde, Cargill et l'entreprise brésilienne JBS, traitent presque tous les bovins inspectés par le gouvernement fédéral. Notre secteur de l'épicerie de détail est dominé par seulement cinq entreprises, dont deux – Walmart et Costco – sont la plus grande et la sixième en importance au monde. En plus de leur taille gigantesque, bon nombre de ces entreprises mondiales sont interreliées dans le cadre d'ententes intersectorielles et de partenariats entre leurs filiales¹. Lorsque les quatre principales entreprises d'un secteur contrôlent plus de 40 % du marché, elles peuvent fonctionner comme un monopole.

Nous sommes maintenant dans une situation où les chaînes d'approvisionnement mondiales sont devenues précaires et où la capacité des entreprises monopolistiques d'extraire de la valeur en amont des producteurs et des travailleurs, puis en aval des consommateurs, est en plein essor. Par conséquent, les difficultés actuelles de notre chaîne d'approvisionnement sont liées à des problèmes de logistique et d'infrastructure et à l'exploitation économique des personnes vulnérables.

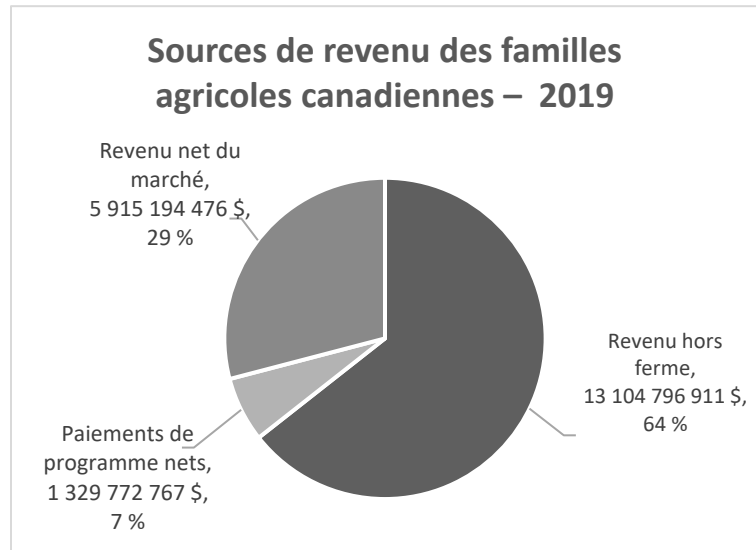
Historiquement, l'économie agricole du Canada a fonctionné à la fois sur les marchés d'exportation et sur les marchés intérieurs. Au cours des dernières décennies, l'équilibre entre les deux a été faussé. Le Canada s'est fixé des objectifs ambitieux pour accroître les exportations agricoles et, lorsqu'ils sont atteints, chaque objectif est rapidement remplacé par un objectif encore plus ambitieux. Parallèlement, notre dépendance à l'égard des importations a augmenté. Nos exportations agricoles sont des produits en vrac à bas prix, tandis que nos importations sont des aliments frais et transformés de grande valeur. Le graphique ci-dessous, tiré du département de l'Agriculture des États-Unis, montre comment l'Accord de libre-échange (ALE), l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et maintenant l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) ont favorisé les importations d'aliments de grande valeur en provenance des États-Unis. Il y a eu une perte correspondante de production et de transformation d'aliments périssables au Canada. Chaque dollar dépensé pour des aliments importés est un dollar qui ne peut pas contribuer au revenu des agriculteurs et des travailleurs du secteur alimentaire canadiens.



Source : U.S. Census Bureau Trade Data

En tant qu'agriculteurs, nous sommes des preneurs de prix – nous avons peu d'options concernant le prix des produits que nous vendons ou des intrants que nous achetons. Les agriculteurs sont pris dans un étau entre les coûts et les prix, plus de 90 % des revenus étant nécessaires pour couvrir les coûts de production la plupart des années². En janvier 2022, Statistique Canada a indiqué que les familles agricoles continuent de dépendre de sources hors ferme pour près des deux tiers du revenu de leur famille³. De plus, le revenu agricole comprend les paiements de programme, de sorte que le revenu tiré du marché représente en moyenne moins du tiers du revenu agricole familial. Les familles agricoles subventionnent le système avec leurs emplois à l'extérieur de la ferme.

Lorsque les chaînes d'approvisionnement agricoles s'effondrent, ce sont les agriculteurs qui assument le gros des coûts. Pour les ruraux, la chaîne d'approvisionnement est à sens unique, où les résultats de leur travail et la valeur de leurs cultures et de leur bétail disparaissent dans les comptes bancaires de multinationales lointaines. Il n'est pas surprenant que tant de gens se sentent laissés pour compte. L'accroissement des disparités économiques mène à l'instabilité sociale et à la déresponsabilisation.



Source : Statistique Canada. Tableau 32-10-0213-01 Revenu total des familles agricoles selon la source de revenu

Le fertilisant en est un exemple éloquent. Les entreprises qui exigent des prix exorbitants blâment les problèmes de la chaîne d'approvisionnement, mais ces mêmes entreprises réalisent d'énormes bénéfices exceptionnels. Dans

son rapport annuel de 2021, Nutrien, le plus important producteur d'engrais du Canada, note des « résultats financiers records » et déclare des bénéfices nets du quatrième trimestre près de quatre fois plus élevés qu'il y a un an⁴. CF Industries, deuxième producteur en importance, déclare un revenu net du quatrième trimestre près de huit fois plus élevé qu'il y a un an⁵. Yara International, qui possède également une importante capacité de production canadienne, signale que pour ses activités dans les Amériques, « BAIIIDA (bénéfice avant intérêts, impôts et dotations aux amortissements), excluant les articles spéciaux, était supérieur de 160 % à celui de l'année précédente, *l'augmentation des prix de l'azote ayant plus que compensé la hausse des coûts de l'énergie...* »⁶ [AJOUT DES CARACTÈRES EN ITALIQUE]. Dans de nombreux cas, les entreprises ont affiché des rendements nets plus élevés en raison d'une baisse de la production et des volumes de ventes.

La même histoire est répétée dans les rapports annuels des négociants de produits de base⁷, des entreprises de semence et d'agrochimique⁸, des entreprises pétrolières et gazières⁹, des chemins de fer¹⁰, des banques¹¹ et des entreprises pharmaceutiques¹². Tous ont connu des perturbations de la chaîne d'approvisionnement liées à la pandémie et aux changements climatiques, mais ont tout de même été en mesure d'accroître leur propre rentabilité. L'invasion de l'Ukraine par la Russie, les droits de douane du Canada sur les importations russes et les perturbations des expéditions auront d'autres répercussions. Le Canada doit veiller à ce que les multinationales n'utilisent pas la guerre pour profiter davantage des agriculteurs, des travailleurs et des consommateurs.

Pour résoudre les vulnérabilités de la chaîne d'approvisionnement, il faut planifier afin de prioriser la résilience et la stabilité au lieu de mettre tous ses œufs de politique dans le panier de la maximisation des exportations.

La philosophe canadienne Ursula Franklin discute des différences entre la planification visant à maximiser les gains et la planification visant à réduire au minimum les catastrophes. Elle souligne que la planification visant à maximiser le gain suppose un degré élevé de contrôle sur les paramètres pertinents au plan, ainsi qu'une confiance dans l'exactitude des prévisions pour l'avenir. Ainsi, les planificateurs cherchent à maximiser l'efficacité et l'efficacé, et ceux qui ont le pouvoir de planifier excluent de la prise de décisions ceux qui sont soumis au plan. En revanche, la planification visant à réduire au minimum les catastrophes implique une reconnaissance profonde du contexte, en comprenant que chaque réponse évoque une contre-réponse qui modifie le contexte, lequel doit à son tour être pris en compte lors de l'étape suivante. Ce type de planification permet aux personnes concernées de participer au processus de planification, en respectant leurs connaissances et leur jugement au sujet de la situation. La planification visant à réduire au minimum les catastrophes est participative et démocratique.

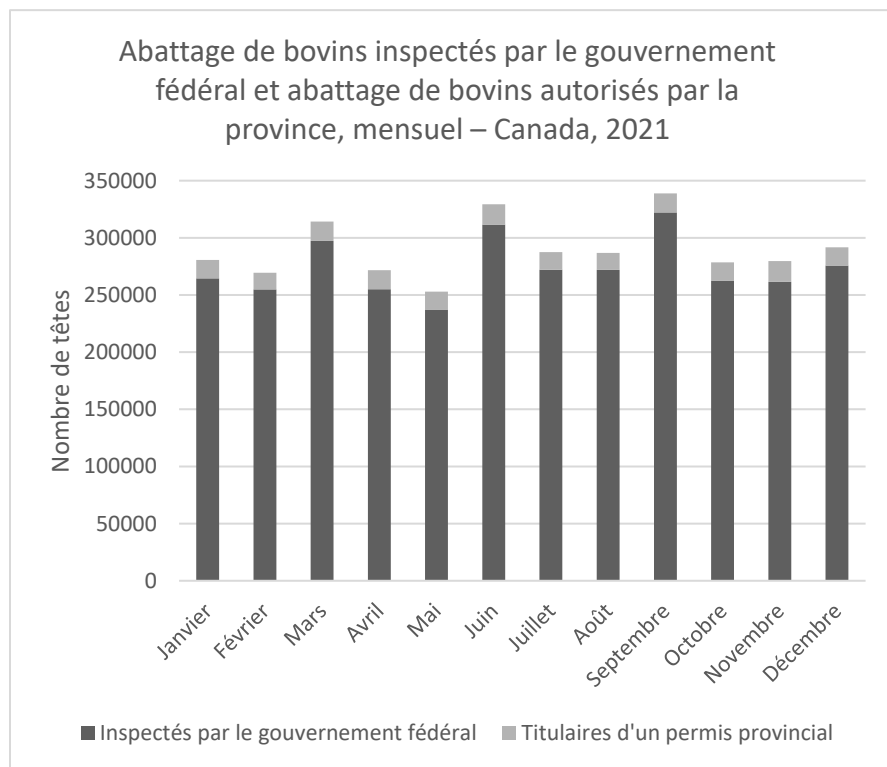
Le thème commun qui se dégage des nombreuses tentatives de réduire au minimum les catastrophes est la conviction que les gens ordinaires comptent – comme le voulait Schumacher lorsqu'il a appelé son livre *Small is Beautiful: Economics as if People Mattered* – Ursula Franklin, *The Real World of Technology*, 1999, page 84 [TRADUCTION].

Notre secteur bovin offre au gouvernement fédéral une bonne occasion de limiter la capacité des plus grandes entreprises du monde de maximiser leurs propres gains au détriment de nos agriculteurs et de nos consommateurs, et de commencer à construire un cadre plus résilient, inclusif et équitable qui sera moins sensible aux perturbations de la chaîne d’approvisionnement.

En 1988, il y avait 119 usines de transformation du bœuf inspectées par le gouvernement fédéral au Canada, qui appartenait toutes à 100 % à des intérêts canadiens, et les quatre plus grandes usines de transformation du bœuf abattaient 35 % des bovins du Canada¹³. Aujourd’hui, seulement deux entreprises, la multinationale brésilienne JBS et le conglomérat américain Cargill, abattent plus de 95 % de notre bétail. Ils n’ont pas réussi à prévenir les éclosions de COVID-19 et les décès dans leurs usines; les prix des bovins demeurent bas, tandis que les prix du bœuf d’épicerie continuent d’augmenter.

Entre-temps, il y a une grave pénurie d’abattoirs titulaires d’un permis provincial partout au Canada. En 2021, l’abattage mensuel de bovins dans les établissements inspectés par le gouvernement fédéral a varié de 237 270 à 322 254 têtes, tandis que les abattoirs titulaires d’un permis provincial ont tué de 14 556 à 18 233 têtes¹⁴. Le manque de capacité d’abattage a créé un goulot d’étranglement, empêchant les agriculteurs de servir pleinement leurs marchés locaux potentiels et empêchant les consommateurs d’obtenir la viande qu’ils veulent des agriculteurs locaux.

Un réseau de petits abattoirs à propriété diversifiée et situés partout au Canada pour servir les producteurs de toutes les régions, conjugué à des pratiques de production de bovins renouvelables, offrirait à la fois une résilience du système alimentaire et des emplois ruraux, ainsi que des avantages en matière d’atténuation des changements climatiques et d’adaptation à ceux-ci. L’interdiction de l’approvisionnement captif et l’imposition de plafonds aux revenus des usines de transformation empêcheraient JBS et Cargill de profiter injustement des agriculteurs et des consommateurs.



Source : Agence canadienne d’inspection des aliments et gouvernements provinciaux, compilé par Agriculture et Agroalimentaire Canada, Division des productions animales, Section d’information sur les marchés.

Le gouvernement fédéral doit travailler avec les gouvernements provinciaux pour développer des marchés intérieurs et des systèmes de distribution localisés avec des réseaux de distribution directs, équitables et transparents afin de garantir qu'une plus grande proportion des aliments sur les tables canadiennes soit des aliments de grande valeur produits par les éleveurs et les agriculteurs canadiens.

La politique agricole fédérale doit prévoir une gouvernance démocratique, des soupapes de sécurité et une capacité de pointe afin que, dans notre contexte actuel et émergent de crises qui se recourent, les perturbations soient des défis gérables plutôt qu'une catastrophe à grande échelle. De véritables solutions permettront de rééquilibrer le pouvoir, d'accroître la justice et l'équité dans notre système alimentaire et agricole et d'atténuer les émissions de gaz à effet de serre tout en mettant en œuvre des mesures d'adaptation. Cette approche permettra non seulement d'accroître la sécurité alimentaire du Canada et d'améliorer les revenus agricoles, mais aussi de contribuer à une société plus pacifique et plus équitable.

Pour ce faire, le gouvernement fédéral peut fournir le soutien en matière de programmes, de politiques et de réglementation nécessaire pour développer et maintenir notre marché intérieur, en créant des réseaux d'approvisionnement plus vastes et plus diversifiés tout en conservant au Canada une plus grande partie des dollars consacrés aux aliments de grande valeur.

RECOMMANDATIONS

- Raccourcir les chaînes d'approvisionnement en développant et en soutenant l'infrastructure nécessaire à un marché intérieur florissant;
- Créer des réseaux d'installations de production, de transformation, d'entreposage et de distribution interreliées afin d'accroître la résilience du système alimentaire en offrant de multiples voies pour répondre à nos besoins;
- Utiliser les outils de réglementation pour rééquilibrer le pouvoir entre les grandes sociétés et les Canadiens – agriculteurs, travailleurs, consommateurs;
- Veiller à ce que les organismes de réglementation agissent dans l'intérêt public afin de regagner la confiance du public et de favoriser le bien-être des Canadiens;
- Maintenir, créer et soutenir des institutions qui assurent la stabilité, comme la gestion de l'offre et la commercialisation à guichet unique, afin d'assurer la capacité de planifier et de gérer les circonstances imprévues;
- Bâtir de solides institutions publiques du XXI^e siècle pour diriger la réduction des émissions des exploitations agricoles et des systèmes alimentaires et l'adaptation aux changements climatiques. Une Agence canadienne de résilience agricole (ACRA) pourrait coordonner les efforts de réduction des émissions en agriculture et aider les agriculteurs à s'adapter aux répercussions des changements climatiques.

Tout cela respectueusement soumis par
L'Union nationale des fermiers
Mars 2022

L'Union nationale des fermes est une organisation agricole nationale, non partisane, à adhésion directe et volontaire qui regroupe des milliers de familles agricoles de partout au Canada. Fondée en 1969, l'UNF préconise des politiques qui favorisent la dignité, la prospérité et l'avenir durable des agriculteurs, des familles agricoles et de leurs collectivités.

¹ ETC Group, *Plate Tech-tonics: Mapping Corporate Power in Big Food*, novembre 2019, https://etcgroup.org/sites/www.etcgroup.org/files/files/etc_platetechtonics_a4_nov2019_web.pdf.

² Statistique Canada, *Revenu agricole net (x 1 000)*, Tableau 32-10-0052-01, <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3210005201>.

³ Statistique Canada, « Revenu total des familles agricoles », *Le Quotidien*, 2019 <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220128/dq220128c-eng.htm>. Diffusion : 2022-01-28.

⁴ Nutrien, *Q4 2021 Results Presentation*, 16 février 2022, https://nutrien-prod-asset.s3.us-east-2.amazonaws.com/s3fs-public/2022-02/Nutrien%20Q4%202021%20Presentation%202022-02-16%20FINAL_2.pdf.

⁵ CF Industries, *CF Industries Holdings, Inc. Reports Full Year 2021 Net Earnings of \$917 Million, Adjusted EBITDA of \$2.74 Billion*, communiqué de l'entreprise, 15 février 2022, <https://cfindustries.q4ir.com/news-market-information/press-releases/news-details/2022/CF-Industries-Holdings-Inc.-Reports-Full-Year-2021-Net-Earnings-of-917-Million-Adjusted-EBITDA-of-2.74-Billion/default.aspx>.

⁶ Yara International, *Yara Fourth-Quarter Report 2021*, <https://ml.eu.globenewswire.com/Resource/Download/9d271a64-fb0a-46c1-8729-7ec5f3bc88f0>.

⁷ Cargill est une entreprise privée qui n'est pas tenue de publier ses renseignements financiers. En 2021, les revenus de Cargill ont augmenté pour atteindre 134,4 milliards de dollars américains, contre 115,4 milliards de dollars américains l'année précédente. <https://www.statista.com/statistics/274778/revenue-and-profit-of-cargill-agricultural-company/>.

⁸ Le BAIIDA de BASF a presque doublé, passant de 6,494 milliards d'euros en 2020 à 11,355 milliards d'euros en 2021. *BASF Annual Report 2021*, p. 59, https://www.basf.com/global/documents/en/news-and-media/publications/reports/2022/BASF_Report_2021.pdf.

⁹ Le BAIIDA de la société pétrolière canadienne Enbridge était de 14,236 milliards de dollars canadiens en 2021, en hausse par rapport à 10,692 milliards de dollars canadiens l'année précédente. *Enbridge Inc. Manager's Discussion and Analysis*, 31 décembre 2021, extrait de la base de données SEDAR.com.

¹⁰ Chemin de fer Canadien Pacifique Ltée. Le BAIIDA est passé à 4,3 milliards de dollars canadiens en 2021. Source : *CP Annual Report 2021*, extrait de la base de données SEDAR.com.

¹¹ Le bénéfice global total de la Banque Royale du Canada en 2021 était de 17,506 milliards de dollars canadiens, en hausse par rapport à 10,302 milliards de dollars canadiens en 2020. *2021 Royal Bank of Canada Annual Report*, p. 135, extrait de la base de données SEDAR.com.

¹² Le BAIIDA 2021 d'Elanco, une société pharmaceutique, s'est établi à 1,057 milliard de dollars, doublant son rendement en 2020. *Q4 and Full Year Results, Earnings Presentation*, p. 14, https://s1.q4cdn.com/466533431/files/doc_financials/2021/q4/Q4-2021_Earnings-Slides_vf.pdf.

¹³ George Morris Centre, *Evolution of the North American Beef Industry*, novembre 2004, p. 13

¹⁴ Agriculture et Agroalimentaire Canada, *Rapports d'abattage et poids des carcasses pour le marché des viandes rouges*, <https://agriculture.canada.ca/fr/secteurs-agricoles-du-canada/production-animale/information-marche-viandes-rouges/abattages-poids-carcasses?menupos=01.03.04.18>.